



**NON A LA CASSE  
DU CODE DU  
TRAVAIL !**

**RETRAIT DU  
PROJET DE LOI !**

## **MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE ... ÇA S'ESOUFFLE !**

Il n'aura pas fallu moins qu'un premier ministre, la ministre du travail et le premier secrétaire du parti socialiste pour mobiliser ... 400 personnes (selon la police ou les organisateurs ?) afin d'expliquer tous les « bienfaits » de la « loi travail », dans ce qu'ils ont appelé un meeting.

C'est assez drôle de constater que lorsque dans une manifestation à Paris, nous mettons 150.000 personnes dans la rue et que cela se répète plusieurs fois, les mêmes font porter le message, notamment auprès des medias et par les medias, que le mouvement s'essouffle.

Ce pseudo meeting, démontre qu'effectivement il y a plus de 72 % des Français qui sont opposés à la loi VALLS – GATTAZ – BERGER. Il n'en reste finalement que 400 qui soutiennent un projet dont le président de l'UPA indiquait, il y a 48 heures, qu'il n'est fait que pour 2 % des entreprises dans le même temps où 98 % sont en accord avec la nécessité de s'appuyer sur les accords de branche permettant de garantir pour les salariés ce qui est négocié dans les branches et applicables particulièrement dans les TPE et PME.

Le premier ministre nous a fait la démonstration hier soir que ça s'essouffle dans ses rangs de plus en plus clairsemés. Dans le même temps d'ailleurs, où on nous « serine » sans arrêt que les organisations syndicales ne représentent rien et que c'est une minorité qui bloque.

400, Monsieur le premier ministre, vous avez raison, c'est une minorité qui bloque.

Depuis 3 mois, les syndicats et les jeunes qui ne représentent rien ont été suivis par des centaines de milliers de salariés à chacune des manifestations et sont suivis par plus de 70 % de la population qui est en désaccord avec ce projet de loi.

Depuis 3 mois, les syndicats et les jeunes qui ne représentent rien ont dans les assemblées générales soutenu les salariés qui appellent à des grèves reconductibles et au retrait du projet de loi chez les cheminots, dans les raffineries, dans les centres de traitements et d'incinération des déchets, dans les aéroports, chez les éboueurs, etc, etc. Nous les soutenons avec force, ils savent pourquoi ils bloquent, pourquoi ils manifestent contrairement à ce qu'affirme le ministre des finances.

Allez à plus tard ... et notamment au 14 juin 2016.

Paris, le 9 juin 2016